

La Banque mondiale publie la plus importante source de données sur la gouvernance

SINGAPOUR, le 15 septembre 2006 — Le nouveau rapport **Governance Matters, 2006 : Worldwide Governance Indicators** rendu public aujourd'hui apporte la preuve que la gouvernance **peut** être mesurée, que les problèmes de mauvaise gouvernance ne concernent pas que les pays en développement, et que les réformes peuvent améliorer sensiblement la qualité de la gouvernance et réduire la corruption en l'espace d'un temps relativement court, parfois moins d'une décennie.

Le rapport bat ainsi en brèche l'« afropessimisme » en montrant que des pays engagés dans une politique de réformes, comme la Tanzanie, le Ghana, le Botswana, le Nigéria, le Mozambique et le Sénégal, ont progressé dans une ou plusieurs dimensions de la gouvernance au cours des dix dernières années.

De même, les pays qui réforment leurs modes de gouvernance peuvent s'attendre à des gains considérables en termes de développement, puisqu'une amélioration de la gouvernance se traduit à long terme par un revenu par habitant presque multiplié par trois.

Les indicateurs montrent également que plus d'une douzaine de pays hors OCDE dont, par exemple, la Slovaquie, le Chili, le Botswana et l'Estonie, présentent de meilleurs résultats, sur le plan de l'état de droit et de la maîtrise contre la corruption, que certains pays industrialisés tels que la Grèce ou l'Italie. Certaines économies émergentes enregistrent aussi ce type d'amélioration pour d'autres aspects de la gouvernance.

Les pays ayant d'importantes réformes à leur actif depuis une décennie composent un tableau très diversifié. On constate ainsi que des progrès significatifs ont été obtenus par le Pérou, le Ghana, la Tanzanie, le Mexique, la Bosnie, la Serbie et la Croatie pour le critère « Être à l'écoute et rendre compte », par la Bulgarie, la République slovaque et la Roumanie sur le plan de l'« Efficacité des pouvoirs publics », par l'Arménie, la Hongrie, la République slovaque et la Lituanie en ce qui concerne la « Qualité de la réglementation », et par la Géorgie, la Lettonie et la Corée du Sud pour la « Maîtrise de la corruption ».

« Une idée qui s'impose de plus en plus à travers le monde — au niveau des dirigeants réformateurs, des citoyens, des entreprises nationales, des organismes donateurs et des investisseurs étrangers — est qu'une bonne gouvernance est primordiale pour l'amélioration des conditions de vie », déclare **Daniel Kaufmann**, directeur de la gouvernance mondiale à l'Institut de la Banque mondiale et co-auteur du rapport. *« De nombreux gouvernements se lancent dans une politique de réformes afin d'améliorer la transparence des affaires publiques, notamment dans le domaine de la passation des marchés, du patrimoine et de la gestion financière, et certains donnent aussi aux citoyens et*

aux médias la possibilité de s'exprimer davantage. Ces initiatives peuvent permettre d'améliorer la gouvernance, d'augmenter l'efficacité de l'aide et de réduire la pauvreté », ajoute-t-il.

Les indicateurs, calculés pour plus de 200 pays, sont basés sur des centaines de variables et une compilation de plus de 120 000 réponses de citoyens, d'experts et d'entreprises du monde entier, provenant de 30 sources différentes.

Le recueil publié aujourd'hui représente la base de données publique sur la gouvernance la plus complète qui soit. Ces mesures empiriques fondées sur des données factuelles sont là pour aider les acteurs du développement à suivre la qualité des institutions, à appuyer le renforcement des capacités, à améliorer la gouvernance et à lutter contre la corruption. Les indicateurs mondiaux de la gouvernance mesurent les six composantes suivantes :

1. **Être à l'écoute et rendre compte** — mesure les droits politiques, civils et les droits de l'homme.
2. **Stabilité politique et absence de violence** — mesure la probabilité de menaces violentes contre les gouvernements ou de changements violents à leur niveau, y compris le terrorisme.
3. **Efficacité des pouvoirs publics** — mesure la compétence de la bureaucratie et la qualité de la prestation du service public.
4. **Qualité de la réglementation** — mesure l'incidence de politiques non favorables au marché.
5. **État de droit** — mesure la qualité de la mise en application des contrats, la police et les tribunaux, y compris l'indépendance du judiciaire, et l'incidence de la criminalité.
6. **Maîtrise de la corruption** — mesure l'abus de l'autorité publique à des fins de gains personnels y compris la grande et la petite corruption (et l'accaparement de l'appareil d'État par les élites).

De l'avis de **Ngozi Okonjo-Iweala**, ancien ministre des Finances et des Affaires étrangères du Nigéria : « *Pour les gouvernants et les réformateurs qui veulent voir les affaires publiques gérées de manière plus rigoureuse et mesurable, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale constituent un outil inappréciable pour établir un état des lieux dans chaque domaine et mesurer les progrès accomplis* ».

Ces indicateurs fournissent de nombreuses informations sur le lien entre la qualité des institutions et les résultats socioéconomiques dans les pays, ainsi que sur l'évolution de la gouvernance à l'échelon mondial et régional. En particulier :

Une meilleure gouvernance se traduit par un niveau de vie plus élevé et une diminution de la pauvreté. Les recherches montrent que l'amélioration des conditions de vie provient largement d'une amélioration de la gouvernance, et non l'inverse. Dans les pays pauvres, par exemple en Afrique subsaharienne, améliorer la gouvernance permettrait d'obtenir des gains importants. Une bonne gouvernance favorise le développement national grâce à l'amélioration du niveau de vie et à l'atténuation de la pauvreté. Les chiffres indiquent que, pour une amélioration de la gouvernance d'un écart-type, le revenu est pratiquement triplé sur le long terme, et la mortalité infantile recule des deux tiers.

Une amélioration de cet ordre ne représente qu'une fraction de ce qui sépare les pays les plus et les moins performants et est donc parfaitement atteignable. Ainsi, en ce qui concerne l'état de droit, il n'existe pas plus d'un écart-type entre la Somalie et le Nigéria, entre le Nigéria et El Salvador, entre El Salvador et l'Italie ou le Botswana, et entre le Botswana et le Royaume-Uni. Pour ce qui est de la maîtrise de la corruption, on ne trouve pas plus d'un écart-type non plus entre la Guinée équatoriale et la Tanzanie, entre la Tanzanie et la Lituanie, entre la Lituanie et le Chili, et entre le Chili et la Finlande. Pour la dimension « Être à l'écoute et rendre compte », là encore, seulement un écart-type sépare la Corée du Nord ou la Birmanie du Kazakhstan ou du Tchad, le Tchad de la Zambie ou de Singapour, Singapour de la République de Corée ou du Botswana, et le Botswana du Danemark.

Dès lors que des réformes sont engagées avec détermination, l'amélioration de la gouvernance peut se faire sentir assez rapidement. Bien que le cas ne soit pas général, les indicateurs de gouvernance montrent qu'un grand nombre de pays ont enregistré des progrès significatifs sur une période aussi brève que depuis 2002 : l'Ukraine, la Serbie et le Libéria au chapitre « Être à l'écoute et rendre compte », la Géorgie sur les dimensions « Stabilité politique » et « Maîtrise de la corruption », et la République slovaque dans le domaine de l'« Efficacité des pouvoirs publics ».

À l'échelle mondiale, les tendances en matière de gouvernance ne prêtent guère à l'optimisme. En moyenne, la qualité de la gouvernance a peu progressé sur l'ensemble de la planète. Si un certain nombre de pays ont évolué dans le bon sens, ils ont été aussi nombreux à voir leur situation se détériorer, et beaucoup n'ont affiché aucun changement notable.

*« La gouvernance est difficile à mesurer et aucun indicateur n'est fiable à 100 % », explique **Aart Kraay**, économiste principal dans le Groupe de recherche de la Banque mondiale et co-auteur du rapport avec Daniel Kaufmann. « Nos indicateurs de gouvernance ont ceci de remarquable que nous nous efforçons d'être le plus transparent possible sur le degré d'imprécision — imprécision qui existe dans tous les autres outils de mesure de la gouvernance mais qui est rarement admise. Parce que nous regroupons des informations en provenance de différentes sources, nos indicateurs apportent plus de renseignements que n'importe quelle source de données individuelle. »*

De plus en plus d'organismes utilisent ces indicateurs. La U.S. Millennium Challenge Corporation s'en sert par exemple, en association avec d'autres sources de données, pour déterminer l'affectation de ses aides. D'autres pays bailleurs de fonds, comme les Pays-Bas, se fondent sur les Worldwide Governance Indicators pour contrôler la qualité de la gouvernance dans les pays auxquels ils fournissent leur aide. Les agences de notation des risques et les ONG y ont également recours.

Daniel Kaufmann souligne que, pour aider à l'avenir les pays à améliorer la gouvernance, il importe que les organismes donateurs, les dirigeants nationaux, la société civile et le secteur privé travaillent davantage de concert. « *Nous devons tirer les leçons des échecs et des succès, abandonner les initiatives qui ne donnent pas de résultats, et au contraire soutenir davantage les pays réformateurs, leurs institutions et leurs populations qui aspirent à vivre dans des États plus transparents et comptables de leurs actes.* »

Le rapport complet, la synthèse des principales conclusions et le nouveau recueil d'indicateurs lui-même sont disponibles à l'adresse : <http://www.govindicators.org>

Ils peuvent également être consultés sur le site général consacré à la gouvernance et à la corruption, à l'adresse ::
<http://www.worldbank.org/wbi/governance>

Journalists are encouraged to use these urls in their reports.